



## France: Le président Sarkozy cherche à gagner les voix néofascistes

Par [Antoine Lerougetel](#)

Mondialisation.ca, 29 avril 2012

[wsws.org](#) 29 avril 2012

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Relégué au second rang par François Hollande, son adversaire du Parti socialiste (PS), lors du premier tour des élections présidentielles de dimanche dernier, le président Nicolas Sarkozy cherche désespérément à gagner les voix des 6,5 millions de personnes qui ont voté pour la candidate arrivée en troisième position, la néo-fasciste Marine Le Pen. Il en a besoin s'il veut battre Hollande lors du scrutin décisif du second tour le 6 mai.

Les sondages d'opinion prédisent une victoire confortable pour Hollande avec 56 pour cent des voix. Pour le moment, les sondages montrent que 60 pour cent des électeurs de Le Pen transféreront leurs voix à Sarkozy mais l'on estime toutefois que Sarkozy a besoin de 70 pour cent pour l'emporter.

Durant toute la campagne électorale, Sarkozy a cherché à détourner l'attention de son bilan de mesures d'austérité impopulaires et à gagner les électeurs potentiels de Le Pen en ayant recours au sentiment anti-immigrés, antimusulman et sécuritaire.

Mardi, Sarkozy a déclaré que Marine Le Pen était « compatible avec la République. » Les responsables de l'UMP, Jean-François Copé et Xavier Bertrand, ont tout d'abord cherché à nier que Sarkozy avait fait une telle remarque.

Un tel commentaire a des implications politiques considérables. Un chef d'Etat français a officiellement déclaré qu'à son avis, les structures juridiques du régime bourgeois français étaient compatibles avec le néo-fascisme, et avec un membre du parti dont le dirigeant de longue date, Jean-Marie Le Pen, a rejeté l'Holocauste comme étant « un détail de l'histoire. » Cet état de fait reflète une crise profonde du régime bourgeois en France et de par l'Europe.

Le *Nouvel Observateur* a remarqué, « Jusque-là, à droite, hormis dans les rangs de la droite populaire, on se contentait de souligner que le FN est un parti légal. Sarkozy suggère, lui, que le parti lepéniste est un parti républicain qui défendrait des valeurs républicaines, donc les mêmes que les siennes, donc que celles de l'UMP. »

Des voix inquiètes se sont fait entendre dans les cercles de l'UMP (Union pour un Mouvement populaire) proches de l'ancien président Jacques Chirac, qui craignent une identification du mouvement gaulliste avec le fascisme. Toutefois, l'ancienne ministre des Sports de Sarkozy, Chantal Jouanno, a déclaré qu'en cas de confrontation entre des candidats du PS et du FN lors des élections législatives de juin prochain, elle voterait PS. Elle a été critiquée par le premier ministre François Fillon. La porte-parole de campagne de Sarkozy, Nathalie Kosciusko-Morizet a dit qu'elle voterait PS comme Jouanno.

Sarkozy a clairement fait comprendre que sa campagne compte bien continuer dans ce registre en vue d'attirer les voix néofascistes. Conformément à sa loi anti-burqa islamophobe et à ses déportations massives de Roms et de sans-papiers, Sarkozy a lancé des affirmations mensongères selon lesquelles la plus grande partie de la viande commercialisée en région parisienne était d'origine halal et, dernièrement, que plus de 700 mosquées ont appelé à voter pour Hollande. Il a promis de réduire de moitié l'immigration légale et de réimposer les contrôles aux frontières nationales.

Les affirmations de dirigeants du PS, tel Arnaud Montebourg, qui ont cherché à critiquer Sarkozy en déclarant que Le Pen « n'est pas compatible avec la République », sont toutefois foncièrement hypocrites.

La légitimation publique de Le Pen par Sarkozy ne reflète pas seulement les vues de Sarkozy en tant que candidat, mais aussi comme chef d'Etat depuis maintenant cinq ans. Il a appliqué une ligne politique – notamment par rapport aux attaques contre les droits démocratiques et les guerres impérialistes – qui a joué un rôle majeur dans la légitimation de Le Pen, créant une situation où le Front National (FN) est reconnu comme faisant partie de *l'establishment* politique.

Cette politique réactionnaire a reçu le plein soutien du PS. Le PS a soutenu la loi de Sarkozy interdisant la burqa et, précédemment, celle interdisant le port du foulard islamique à l'école. Le PS et la bourgeoisie française ont dans l'ensemble soutenu les guerres néo-coloniales de Sarkozy en Afghanistan, en Libye et maintenant en Syrie en tentant de restreindre l'opposition populaire à ces guerres en promouvant l'islamophobie. Ce soutien ne s'est pas limité au PS mais inclut aussi ses satellites : le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), le Parti communiste français (PCF) et le Parti de gauche.

Ceci a une vaste signification et qui va bien au-delà de la politique tant du candidat de l'UMP que du PS. Quatre ans après le début de la crise financière mondiale, la bourgeoisie française promeut à nouveau des conceptions politiques qu'elle n'avait pas adoptées depuis la Grande Dépression des années 1930 – décennie qui s'était terminée par la collaboration du gouvernement de Vichy du maréchal Philippe Pétain avec le régime nazi durant l'occupation de 1940-1944. (Voir aussi : [Retour à Vichy](#))

Ceci se reflète dans la conduite même de la campagne de Hollande. Hollande capitule à présent devant le sentiment raciste promu par l'UMP et le FN, en faisant marche arrière sur sa promesse de légiférer à l'automne prochain sur le droit des étrangers de voter aux élections locales. Il a dit l'envisager pour 2013, juste à temps pour les élections municipales de 2014, en insistant pour dire qu'il n'y a « pas d'échéance particulière. »

Le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales qui constitue depuis plus de 30 ans une promesse électorale du PS et qui est abandonnée sitôt son arrivée au pouvoir, est depuis longtemps chose courante dans la plupart des pays européens. Ségolène Royal, la candidate vaincue à l'élection présidentielle de 2007, a affirmé lundi : « Ça n'a jamais été notre priorité. » Elle a jouté : « Ceux qui s'inquiètent des flux de clandestins ne sont pas des racistes. »

Depuis la politique de rigueur imposée en 1983 par le gouvernement PS du président François Mitterrand, le PS et son allié, le PCF, ont perdu toute crédibilité en tant que défenseurs de la classe ouvrière. Les sondages d'opinion ont révélé que plus de 30 pour cent des travailleurs des industries avaient voté Le Pen.

Mercredi, sur France 2, Hollande a affirmé : « J'écoute la colère, je vois des ouvriers qui s'interrogent sur l'avenir de leur emploi, qui se battent contre les délocalisations, qui n'acceptent pas les plans sociaux, qui quelquefois... expriment leur colère en votant Marine Le Pen. » A Hirson, il a dit avec insistance qu'il pouvait répondre à leurs besoins en oeuvrant en faveur d'une réorientation de l'Europe et d'une politique industrielle : « J'ai entendu les cris de colère, j'ai répondu par un message d'espoir. »

Hollande a fait la promesse creuse, à l'annonce que 5.000 emplois étaient menacés chez Néo Sécurité, qu'il ne permettrait pas que la liste des plans sociaux soit annoncée après les élections. En effet Sarkozy aurait, à plusieurs reprises, demandé aux responsables de ne pas annoncer de licenciements massifs durant la campagne présidentielle, on s'attend donc à ce que ces licenciements tombent une fois les élections passées.

Article original, [WSWS](#), paru le 27 avril 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)  
Copyright © [Antoine Lerougetel](#), [wsws.org](#), 2012

---

Articles Par : **[Antoine Lerougetel](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)